

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice Mougeot
BP 26
88600 Laval-Sur-Vologne

Références : S-25-1453RP

Code AIOT : 0006206235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 sur la sobriété hydrique

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PDV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage à partir de pâte à papier.

Le site est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°630/2020/DREAL/UD88 du 26 octobre 2020 modifié.

Le cadre réglementaire de l'inspection est le suivant :

- l'arrêté préfectoral n°360/2020/DREAL/UD88 du 26 octobre 2020 modifié,
- l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau,

ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

- l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif à la sécheresse

Thème de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.3.2	Sans objet
3	Prélèvement – dispositif de mesure	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5,3	Sans objet
4	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.1.1	Sans objet
5	Applicabilité AM Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
6	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
7	Prescriptions locales	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.5.2 et 4.5.3	Sans objet
8	déclaration GIDAF - sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il appartient à la société PDV d'apporter les justificatifs liés aux pourcentage d'eau recyclée utilisée dans son process

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société PDV a réalisé un diagnostic sur la sobriété hydrique en interne et établi un plan d'action afin de réduire sa consommation d'eau.</p> <p>Le plan d'actions s'articule autour de 3 axes principaux et propose la mise en place des mesures</p>

suivantes :

- l'augmentation de la réutilisation des eaux sortie polydisk,
- Réduire la consommation d'eau de lubrification des presses étoupe,
- Réduire les besoins en eaux industrielles par la mise en place de débitmètres sur les utilisations principales du process pour suivre la consommation d'eau et pouvoir la réguler de façon optimum.

La réalisation du plan est actuellement en cours : des débitmètres sont déjà installés. Les actions vont se poursuivre en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.3.2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (compteurs, regards, avaloirs, vannes,...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toute sorte (compteurs, regards, avaloirs, vannes, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvement – dispositif de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5,3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : L'exploitant effectue : <ul style="list-style-type: none">• un relevé journalier des compteurs de prélèvement des eaux de surface (1 compteur) et des eaux potables (4 compteurs) est réalisé par un opérateur,• un relevé instantané via un logiciel informatique. L'exploitant tient un registre informatisé des ces relevés journaliers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.1.1			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Approvisionnement en eau			
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel ou dans le réseau public qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :			
Ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal horaire	Débit maximal journalier
Eau de surface "La Vologne"	750 000 m ³	240 m ³ /h	3 000 m ³ /j
Eau potable réseau public	2 500 m ³		10 m ³ /j
Constats : D'après les déclarations GEREP de 2021 et 2024, le prélèvement des eaux de surfaces et des eaux potables sont réparties de la manière suivante : cf tableau en annexe. La société PDV respecte les valeurs limite de prélèvement. A noter que la société PDV est en cours de diversification de sa production par la production de papier cuisson en plus de la production de papier pour notice de santé. Cette diversification implique une consommation d'eau plus importante notamment lors des périodes de changements de production.			

De plus, la production de papier cuisson est plus consommatrice d'eau avec 14 m³/t contre 10 m³/t pour la production de papier notice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Applicabilité AM Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Applicabilité AM sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

[...]

Constats :

La société PDV prélève les quantités d'eau définies dans le tableaux ci-dessous :

Année	Prélèvement dans la Vologne - eau de surface en m ³ /an	Prélèvement dans le réseau public - eau potable en m ³ /an	Prélèvement total en m ³ /an
2021	497029	1220	498249
2022	553229	1533	554762
2023	518707	1535	520242
2024	526027	2172	528199

Au vu des quantités d'eau prélevé, la société PDV est soumis à l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023 :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;

- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux

<p>établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie sa demande d'exemption par le fait que les prélèvements en eaux représentent moins de 10% de leur utilisation d'eau (90 % issu du recyclage) et qu'ils restituent plus de 85% de ces prélèvements dans la même masse d'eau.</p> <p>Au vu des échanges, la société PDV recyclerait une grande partie de ces eaux dans le process et par conséquent serait exemptée des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à la société PDV de justifier le pourcentage d'eau recyclée dans son process, faute de quoi une éventuelle exemption ne pourra être retenue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prescriptions locales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.5.2 et 4.5.3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.5.2 : Mesure en période d'alerte renforcée</p> <p>...</p> <p>le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 2 000 m³/j</p> <p>...</p>

Article 4.5.3 : Mesure en période de crise
...
le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 1 600 m ³ /j
...
Constats : <p>Lors de la période de sécheresse de 2025 (du 1er juillet 2025 au 19 septembre 2025 - seuil d'alerte), les prélèvements de la société PDV ont été aux alentours de 1 600 m³/j avec 2 jours 2 009 et 2 437 m³/j.</p> <p>Il est à noter que l'arrêté préfectoral de la société PDV ne prévoit pas de limite de prélèvement en période de seuil d'alerte. De plus, la machine à papier était à l'arrêt du 11 au 28 juillet, du 13 au 20 août et du 2 au 18 septembre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : déclaration GIDAF - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Autre, sobriété hydrique
Prescription contrôlée : <p>IV. Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite « conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
Constats : <p>En période de sécheresse, La société PDV informe hebdomadairement le service de l'inspection des prélèvements d'eau réalisés pour la papeterie.</p> <p>Le cadre GIDAF - "volume d'eau - sécheresse" n'est pas paramétré.</p> <p>D'après le constat n°6, des justificatifs supplémentaire sont nécessaire afin de valider l'exemption à l'article 2 de l'arrêté du 30 juin 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ol style="list-style-type: none"> 1. Dans le cas où l'exemption n'est pas validée, il appartient à la société PDV de créer le cadre GIDAF "volume d'eau - sécheresse" et déclarer les volumes prélevés hebdomadairement lors des périodes de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite